

Article

« La franco-américanisme ou le Québec d'en bas »

Pierre Anctil

Cahiers de géographie du Québec, vol. 23, n° 58, 1979, p. 39-52.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/021422ar>

DOI: 10.7202/021422ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d'utilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

LA FRANCO-AMÉRICANIE OU LE QUÉBEC D'EN BAS

par

Pierre ANCTIL

New School for Social Research, New York, U.S.A.

RÉSUMÉ

La Franco-Américanie en Nouvelle-Angleterre apparaît à la fin du XIX^e siècle comme la société francophone la plus prolétarisée d'Amérique du Nord. Sollicités par les besoins de main-d'œuvre bon marché de l'industrie américaine en pleine expansion, les Québécois commencent à émigrer en masse dès la guerre civile aux États-Unis (1861-1865). En deux vagues successives dont les sommets se situent autour de 1865 et 1890, l'exode des petits fermiers de la vallée du Saint-Laurent s'est concentré autour de villes moyennes comme Manchester, N.H., Lowell ou Fall River, Mass. Dès leur établissement, les populations francophones de la Nouvelle-Angleterre fondèrent paroisses sur paroisses et tentèrent de maintenir vivantes leurs traditions ancestrales, sous l'impulsion d'un clergé nationaliste et d'une petite bourgeoisie très conservatrice. C'est ainsi que sont nés les Petits Canadas dans toutes les villes industrielles du nord-est américain, sauf Boston, véritables enclaves québécoises dans la société anglo-protestante plus vaste. Par l'exemple de Woonsocket au Rhode Island, l'auteur tente d'illustrer les caractères historiques de cette partie majeure de la diaspora québécoise en Amérique du Nord; preuve de l'immense influence au XIX^e siècle, de la République américaine sur le développement d'un Québec moderne.

MOTS-CLÉS : Franco-Américanie, migration, prolétarianisation, Québec, Nouvelle-Angleterre, Woonsocket.

ABSTRACT

Franco-Americans or le Québec d'En Bas

The Franco-Americans of New England had become at the end of the nineteenth century, the most proletarianized of all French speaking groups in North America. *Québécois* people migrated in large numbers during the American Civil War (1861-1865), attracted by the early and expanding industrial development in the Northeastern states. In two successive waves, whose peak years appear to be located around 1865 and 1890, the exodus of small farmers from the St. Lawrence Valley converged on such midsized cities as Manchester, N.H., Lowell and Fall River, Mass. Able to find many national parishes in a short period of time, the French-speaking population of New England followed the leadership of their Catholic clergy and conservative petty bourgeoisie in an attempt to maintain intact their ancestral ways and customs. Because of this strong national consciousness Little Canadas took shape in all the industrial cities of the Northeastern United States, with the exception of Boston, forming *Québécois* strongholds in the midst of the larger Anglo-Protestant society. Through the example of Woonsocket in Rhode Island, the author illustrates the major elements of Franco-American history. As the most important component of the *Québécois* diaspora in North America, the New England French populations provide strong evidence, in the nineteenth century, of the enduring influence of the American Republic on the shaping of a modern day Québec.

KEY WORDS: Franco-Americans, migration, proletarianization, Québec, New England, Woonsocket.

UN CERTAIN QUÉBEC DU XIX^e SIÈCLE

Une lecture de l'histoire du Québec au XIX^e siècle, nous a habitués à y voir avant tout une succession de combats menés pour la survivance, pour le maintien du fait français et catholique sur place. La conclusion de François-Xavier Garneau à son *Histoire du Canada* de 1848, a influencé plusieurs générations de chercheurs et d'écrivains : « Que les Canadiens soient fidèles à eux-mêmes; qu'ils soient persévérants, qu'ils ne se laissent point séduire par le brillant de nouveautés sociales et politiques... Pour nous une partie de notre force nous vient de nos traditions; ne nous en éloignons pas, ou ne les changeons que graduellement. » (Garneau, 1859, 360 p.) Pendant tout le XIX^e siècle, l'idéologie dominante du ruralisme réclame pour le Québec qu'on y entretienne le sous-développement chronique et la stagnation : c'était là le prix à payer pour conserver une certaine identité nationale, avec sa langue et sa culture particulière. On a cru qu'au Canada français le désir d'enrichissement matériel et l'usage de techniques innovatrices gêteraient l'esprit et les valeurs des cultivateurs.

Pour la petite bourgeoisie du Québec au XIX^e siècle et sa faction cléricale catholique, ce conservatisme devenait essentiel : leur clientèle traditionnelle ne pouvait leur être arrachée qu'en aliénant et en dissociant la masse populaire de ses racines culturelles. Autrement, un Québec français très rural, isolé de toute influence étrangère, encouragerait son « élite ». Après tout les Québécois trouveraient bien une certaine consolation à se rendre compte qu'au moins, c'étaient les leurs qui contrôlaient le peu d'activité économique qu'ils parvenaient à générer. Le thème nationaliste a pris sans cesse de l'ampleur au XIX^e siècle auprès de la petite bourgeoisie : il fallait susciter l'avènement de ce vague ensemble politique, la nation québécoise, qui avait pris forme avec la chute de la Nouvelle-France, comme par accident¹.

Avec les années, les thèmes et les nuances du nationalisme ont varié au Québec, selon les circonstances et les personnalités. Henri Bourassa, par exemple, préférait faire passer la doctrine catholique d'abord, pour éviter les tendances du gallicanisme (Bourassa, 1929). Lionel Groulx, par contre, chérissait l'idée d'une mission divine de civilisation pour la nation française d'Amérique (Groulx, 1950). Mais, depuis la révolte des Patriotes jusqu'à la deuxième guerre mondiale, c'est la même idéologie qui reste opérante : le nationalisme comme solution ultime aux conditions défavorables de la petite bourgeoisie du Québec français. De cette manière on espérait obtenir une trêve, un abri face au capitalisme à grand monopole.

Au Québec, une des trouvailles de la petite bourgeoisie fut d'entreprendre la colonisation des terres marginales de la vallée du Saint-Laurent. C'est dans ce mouvement que le nationalisme trouve son application la plus parfaite, y engageant même par périodes l'État provincial lui-même. À partir de ce qui avait été le terroir limité des seigneuries de l'ancien régime, au XIX^e siècle les fermes se sont étendues à des régions très élargies et inconnues auparavant : l'Estrie, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Gaspésie et les Laurentides (le Nord). (Drapeau, 1863, Buies, 1880).

Longtemps, la création d'une agriculture en expansion a semblé une solution permanente à l'instabilité de la population québécoise : une grande partie du territoire actuel du Québec a été occupée pour la première fois au cours des décennies de colonisation. Pendant toutes ces années, l'idéologie de la petite bourgeoisie et du clergé catholique est restée résolument anti-urbaine et anti-industrielle. On pourrait même avancer que sous le couvert de toute une imagerie religieuse, s'exprimait une volonté de limiter l'emprise du capitalisme sur le Québec. Au XIX^e siècle, la petite bourgeoisie a réussi le tour de force de maintenir au Québec une frontière interne en plein développement, tandis que partout

ailleurs dans l'est du continent se poursuivait un abandon massif des exploitations agricoles au profit de l'Ouest.

Le discours dominant de la petite bourgeoisie québécoise avait un but précis au XIX^e siècle : il visait à forger une nation francophone indépendante et cohérente comme jamais auparavant. Dans leur lutte de classe historique contre les marchands anglais et le capitalisme de monopole qui avaient pris le contrôle de l'État canadien, le seul avantage des petits bourgeois sur le terrain économique devait venir de l'avènement d'une nation québécoise. Par cette stratégie, il fallait élever les diverses coutumes et traditions hétérogènes des travailleurs agricoles au rang de culture nationale, au moyen de modes d'expressions culturelles unanimes. On reprendrait ainsi la langue de l'administration coloniale de Paris au XVIII^e siècle, et les symboles de deux siècles de présence française en Amérique. L'idéologie nationaliste allait toutefois devoir compter avec certaines contingences historiques au XIX^e siècle : l'industrialisation massive du nord-est des États-Unis, et l'arrivée d'émigrants d'origine européenne en très grand nombre.

L'ÉMIGRATION

L'émigration apparaît au XIX^e siècle comme un des éléments fondamentaux de l'histoire du Québec. Sans l'exode massif vers le sud, la ruralisation et la poussée du nationalisme petit bourgeois n'auraient pas pu se manifester avec autant de force dans la vallée du Saint-Laurent. Au siècle dernier, l'exode rural allait devenir une condition profonde de la naissance de l'idéologie nationaliste. Pourtant, peu d'auteurs ou d'historiens ont saisi l'ampleur historique du passage des Québécois outre-frontière. Ceci ne nie pas le fait que le Québec ait connu un début d'industrialisation et d'urbanisation au XIX^e siècle; mais par rapport à l'expansion puissante de l'économie de la Nouvelle-Angleterre, ce phénomène est resté insignifiant.

En 1865, au terme de la guerre civile américaine, le Québec faisait figure de région sous-développée et marginale en Amérique du Nord. La main-d'oeuvre potentielle des campagnes n'y avait pas encore été exploitée. Les ouvriers salariés ne pouvaient souvent profiter que d'une embauche saisonnière, combinée avec l'agriculture et l'élevage sur des terres éloignées des marchés. Au Québec, les cultivateurs formaient une réserve de travailleurs peu influencés par la pénétration d'objets manufacturés ou un échange monétaire généralisé. Comme le phénomène de l'émigration nous le révèle, le Québec d'alors se compare avec justesse avec l'Irlande ou avec les autres paysanneries arriérées d'Europe du nord. La tendance historique de prolétarianisation des masses rurales s'y dessine de la même manière, par la perte d'une grande partie d'une population agricole au profit de centres industriels éloignés, déjà en pleine expansion économique et avides de main-d'oeuvre bon marché.

Malgré notre peu de connaissance des statistiques démographiques franco-américaines, il apparaît certain toutefois, qu'au XIX^e siècle, dans les campagnes l'exode vers les États-Unis a de beaucoup excédé les départs vers Montréal, Québec ou d'autres villes canadiennes (Vicero, 1971; Lavoie, 1972). Dans la décennie 1860-70, suite aux effets déséquilibrants de la guerre civile américaine, environ 20% de la population québécoise a pu traverser la frontière pour trouver de l'emploi dans la production industrielle. Entre 1880 et 1900 une nouvelle vague d'égale proportion a quitté le territoire du Québec. Enfin, la première guerre mondiale et la prospérité des années vingt ont entraîné une autre émigration, plus réduite que la précédente. Aujourd'hui, environ cinq millions de citoyens américains sont de descendance ou d'origine québécoise, dont deux millions et quart vivent en Nouvelle-Angleterre. Un peu plus d'un million réside autour des Grands Lacs et le reste se trouve dispersé dans toute la république.

Je me propose de montrer les traits originaux de ce fragment de la migration québécoise, en prenant l'exemple de Woonsocket, au Rhode Island. Je me sers bien sûr de la documentation écrite mais aussi et abondamment des sources orales : des informateurs m'ont été très utiles dans la reconstitution de la pratique sociale de l'exode rural vers les villes manufacturières de Nouvelle-Angleterre. Par un examen de la question québécoise en Nouvelle-Angleterre, on peut saisir un aspect de notre expérience historique, soit la décomposition de la paysannerie, ou le procès d'industrialisation et d'urbanisation d'une masse indifférenciée de petits producteurs agricoles. L'exode vers la Nouvelle-Angleterre révèle beaucoup les tendances de la société québécoise au XIX^e siècle, entre autres parce que c'est là qu'a commencé la prolétarisation des cultivateurs de la vallée du Saint-Laurent.

L'ESSOR DE LA FRANCO-AMÉRICANIE

Le façonnement de l'idéologie dominante par l'émigration est d'autant plus important au XIX^e siècle, que la nation du Québec français allait être séparée en deux zones territoriales d'égale valeur. Pendant quelques décennies s'est maintenue une perception géographique du Québec qu'on peut appeler : « la théorie des deux foyers nationaux ». D'une part, les Québécois canadiens vivant du sol dans une proportion beaucoup plus grande que leurs concitoyens d'origine britannique, et dont la petite bourgeoisie détenait un morceau de l'État canadien : la province de Québec. D'autre part, les Franco-américains, dont l'immense majorité étaient des prolétaires, émigrants récents dans une économie en expansion rapide, où entraient en compétition une multitude de groupes ethniques (le terme Franco-américain est apparu seulement vers 1900) : « Longtemps on a pensé que les Canadiens établis aux États-Unis étaient perdus pour nous et que notre race était destinée à y périr... Vous êtes restés Canadiens-français de coeur, d'esprit, aussi Canadiens que nous, car, comme je l'ai répété souvent au Canada, des deux moitiés que composent le peuple canadien-français, la meilleure moitié, à mon sens, est celle des États-Unis » (Bellerive, 1908, p. 170).

Pour se convaincre de la validité d'une telle interprétation historique, il suffit de consulter les nombreux guides franco-américains publiés au tournant du siècle dernier (Bélanger, 1916; Bourbonnière, 1887; Belisle, 1911). En 1891, date de publication du précieux annuaire du père Hamon, il y avait 11 journaux publiés en français en Nouvelle-Angleterre, 86 paroisses nationales avec clergé québécois, 70 paroisses mixtes avec des francophones. En tout 300 000 Franco-américains avaient été énumérés et recensés dans les diocèses du nord-est des États-Unis. Sans compter 35 couvents et maisons religieuses tenus par des ordres québécois ou français, à la même époque, spécialisés dans l'éducation bilingue pour 26 050 étudiants de niveau primaire (Hamon, 1891). Par ailleurs, d'après D.M.A. Magnan, vers 1908, le nombre des paroisses franco-américaines avait grimpé à 207 en Nouvelle-Angleterre. Presque 800 000 personnes y participaient au culte à la manière québécoise, avec 130 institutions d'éducation à teneur religieuse pour 61 500 enfants (Magnan, 1913). Enfin, dans l'édition de 1931 du fameux guide franco-américain de Bélanger, on reconnaissait aux États-Unis une population d'origine québécoise d'un peu plus de deux millions d'âmes (Bélanger, 1931). Ces francophones entretenaient 498 églises de toutes sortes et 237 écoles paroissiales bilingues pour 115 000 enfants, placés sous la responsabilité d'un clergé fort de 3 120 membres. Après la deuxième guerre mondiale, l'émigration en provenance du Québec s'est trouvée réduite de beaucoup, et le rythme de fondation de nouvelles paroisses franco-américaines a fléchi considérablement. Déjà, depuis le début de la crise économique, le nombre de personnes nées à l'étranger décroissait dans l'ensemble de la population franco-américaine.

Les employeurs industriels ont souvent bien accueilli les nouveaux arrivants, quelle que soit leur provenance, puisque leur présence signifiait presque toujours que le salaire moyen versé aux ouvriers resterait assez bas. Mais pour la bourgeoisie commerçante de vieille souche anglaise et protestante aux États-Unis, les émigrants apparaissaient une menace aux institutions démocratiques établies. Pour ces gens conservateurs et élitistes, l'émigration successive d'Irlandais, de Québécois et de Méditerranéens risquait d'ébranler les fondements de l'ancienne société d'inspiration agraire et puritaine. Ceux d'entre eux qui ont écrit, nous laissent des témoignages de l'impact du mouvement québécois d'exode vers les centres manufacturiers. Ainsi, Egbert C. Smyth émet l'opinion en 1892 que si les Canadiens français venaient en grand nombre, c'est qu'ils devaient faire partie d'un plan d'infiltration catholique pour étendre la règle de l'obscurantisme aux États-Unis. L'auteur croyait sincèrement que la force des regroupements paroissiaux et l'absolutisme du clergé rendraient les ouvriers québécois impossibles à assimiler (Smyth, 1892). La même année, le *New York Times* reprenait dans un éditorial cette idée de l'ignorance et de la tenacité des peuplements québécois en Nouvelle-Angleterre (Anon., 1892).

UN CAS : WOONSOCKET AU RHODE ISLAND²

À Woonsocket, dans le nord de l'état du Rhode Island, 70% de la population est d'origine québécoise aujourd'hui, soit environ 35 000 personnes sur un total de 50 000 : « To the visitor, the most striking aspect of modern Woonsocket is the French character of the city, which makes it different from most communities South of the border. People of French-Canadian extraction make up to three quarters of the population. A great many of these are bilingual, but French is the prevailing tongue. It is heard in the streets, shops, mills and parks. There are French newspapers, French « talkies » in the theaters and French radio programs » (Workers of the Federal Writers' Project, 1937, p. 311). En Nouvelle-Angleterre, au début du XX^e siècle, la plupart des villes industrielles de taille moyenne possédaient d'importantes minorités québécoises. Woonsocket, au Rhode Island, détenait le plus haut pourcentage de Franco-américains aux États-Unis; Rumilly va jusqu'à appeler cette ville : « Le Québec de la Nouvelle-Angleterre » (Rumilly, 1958 : 166).

On retrouve à Woonsocket tous les traits principaux des zones d'émigration québécoise, dont le plus important : une grande concentration d'ouvriers industriels francophones. En 1910, 67% du groupe franco-américain appartenait au prolétariat urbain, pourcentage qui n'a toujours pas changé après soixante ans. Au début du siècle, la moitié de ces ouvriers travaillaient dans de petites villes (small cities), 25% dans des villages (small towns) et 17% dans des municipalités rurales (Abramson, 1973). Il y a 75 ans, Woonsocket possédait trois industries principales. D'abord le filage du coton et son tissage, comme par exemple à la *Social Mill* sur la rue Social, une des plus grosses manufactures de textile aux États-Unis à l'époque (elle ferma ses portes en 1924-25); puis la fabrication des lainages (worsted wool) selon le procédé français, développé dans l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing; enfin la préparation de produits en caoutchouc, comme à la *Alice Mill* construite en 1889, la plus importante usine de souliers caoutchoutés au monde, ou comme à la *American Wringer* qui produisait tous les tordeurs mécaniques du monde entier, selon un seul brevet d'invention. Woonsocket possédait alors un des plus hauts pourcentages de population ouvrière et industrielle aux États-Unis : 70% des emplois y étaient directement liés aux manufactures en 1910, 75% en 1920 (Sorrell, 1976). Woonsocket, au cours de ces années de prospérité, n'avait que bien peu d'ouvertures sur le monde extérieur : grise et enfumée, la ville subissait la cadence de ses usines, dont certaines employaient jusqu'à trois équipes successives d'ouvriers par jour. Depuis la fin de la guerre civile américaine, la ville avait beaucoup profité de la tendance ascendante de l'économie du nord-est américain : elle avait augmenté ses activités industrielles au rythme de 39%

au cours des années 1870, puis de 35% au cours des deux décennies suivantes (Sorrell, 1976).

Woonsocket avait commencé à prendre forme au tout début du XIX^e siècle, au milieu d'une campagne peu fertile, devenant un des premiers centres industriels en Nouvelle-Angleterre. Capables de tirer parti du pouvoir hydromécanique de la rivière Blackstone à Woonsocket Falls, cinq petits villages se sont d'abord développés autour d'autant d'usines textiles détenues par des intérêts différents. Déjà, en 1835, Woonsocket s'était attiré une réputation de curiosité sociale, puisque des familles entières y étaient employées à diverses tâches manufacturières, selon les âges et les sexes de leurs membres. Cette année-là Woonsocket se trouvait à l'avant-garde de l'expansion du capitalisme industriel aux États-Unis, allant jusqu'à employer à plein temps cinq cents ouvriers du textile (Man, 1835). En 1846, il y avait 2 095 travailleurs dans 18 manufactures de coton et 188 de plus dans deux fabriques de lainages (Newman, 1846). Avec la guerre civile la ville avait atteint une population de 12 000 personnes, et déjà les Québécois représentaient la principale minorité ethnique.

Enfin, comme toutes les villes où il y avait une population franco-américaine importante, et suivant la tendance dominante de l'économie de la Nouvelle-Angleterre, Woonsocket a connu un déclin majeur après la grande crise économique. Aujourd'hui, Woonsocket a perdu presque toutes ses fonctions industrielles, et sa base manufacturière. Le coton s'est déplacé vers le golfe du Mississippi dans les années vingt, le caoutchouc et les *machine shops* ont disparu après la deuxième guerre et enfin les lainages ont quitté la ville après 1955. Maintenant, Woonsocket connaît un très haut taux de chômage, un nombre inhabituel de cas d'assistance sociale et l'un des plus hauts pourcentages d'abandon des études secondaires au Rhode Island.

UNE NATION D'ÉMIGRANTS

Parmi tous les groupes ethniques qui ont émigré en Nouvelle-Angleterre, les Franco-américains restent l'un des moins connus. On prend à peine conscience de leur importance numérique, soit la sixième minorité d'origine européenne aux États-Unis, ou 10% de la population catholique totale (Abramson, 1973). Le caractère insaisissable des franco-phones aux États-Unis vaut surtout pour les ouvriers franco-américains, qui ont laissé peu de traces dans les documents historiques. Tout au long du XIX^e siècle, la petite bourgeoisie franco-américaine a imposé aux travailleurs d'usine d'origine québécoise sa propre idéologie de classe. Comme les petits entrepreneurs détenaient le monopole des journaux et de la littérature en français, ils ont pu occuper tout le champ du discours, privilégiant leurs intérêts commerciaux et professionnels. À leurs yeux, les travailleurs industriels franco-américains restaient leur clientèle directe, puisque seulement eux, de la petite bourgeoisie, pouvaient les atteindre dans leur culture largement unilingue, et ceci jusqu'à la crise économique. Partageant la même origine nationale, ils devenaient les seuls parmi les commerçants à maîtriser dans toute sa complexité le réseau des institutions religieuses et sociales, si particulier aux Franco-américains. Ces remarques s'appliquent encore plus aux médecins, pharmaciens et autres professions libérales, où le contact personnel est très recherché.

Dans toute la littérature produite en français au tournant du siècle dernier, on ne trouve que bien peu de références aux conditions socio-économiques de la classe ouvrière franco-américaine en Nouvelle-Angleterre. Au Québec même, on a préféré minimiser l'importance de l'émigration vers les États-Unis, et évacuer cette réalité sociale du discours par aveu d'impuissance à la faire cesser. Souvent, nos historiens n'y ont vu qu'un prélude à la défaite nationale, un avant-goût de notre assimilation définitive. Pour pénétrer

le sens caché de l'histoire franco-américaine, il faut souvent se mettre à l'écoute des ouvriers eux-mêmes. Dans leurs récits personnels et dans leurs prises de position, s'exprime une définition du déroulement de l'histoire qui nous amène au coeur de notre sujet. L'expérience des procès de travail concrets dans les « factories », et des conditions de travail déterminées, permettent à plusieurs de dire et de conter les contradictions de la lutte des classes. Bien que les travailleurs ne parviennent pas toujours à être limpides et clairs, à leur contact se fait et se dénoue une littérature orale, un exposé sur l'histoire du prolétariat, coloré des habitudes et tendances propres à leur culture locale.

De tous les aspects de l'émigration québécoise en Nouvelle-Angleterre, au cours du XIX^e siècle, le plus déterminant reste son caractère instable et intermittent : plusieurs fois dans une vie, les Franco-américains traversaient la frontière et pas seulement pour retrouver les membres de leur famille. On pouvait reprendre la culture du sol pendant quelque temps au Québec, quitte à retourner dans les manufactures pour plusieurs mois afin d'accumuler un petit capital de départ : chaque fois les migrants changeaient radicalement d'occupation.

Même au Rhode Island, qui se trouve au moins à 400 km des régions agricoles québécoises les plus rapprochées, bien des gens sont restés des voyageurs toute leur vie, un peu à l'image d'une navette dans ces métiers que tant d'entre eux connaissaient si bien. Roméo Berthiaume de Woonsocket, un de mes informateurs, se sert de l'expression « coureurs de factorie », pour décrire au cours d'une conversation le mode de vie de sa famille. Son arrière grand-père était descendu à Gilbertville, Mass., vers 1860, et lui-même ne s'était établi en permanence à Woonsocket qu'au début des années quarante. Pendant presque un siècle les membres de sa parenté avaient été des travailleurs industriels se déplaçant d'un village à l'autre, traversant la frontière une douzaine de fois au moins entre-temps pour retourner cultiver une terre au Québec. Aux États-Unis, l'émigration franco-américaine est unique parmi toutes les autres, puisque les Québécois ont pu garder avec leur nation d'origine des liens très profonds, même au niveau des affaires politiques courantes. D'autant plus que, jusqu'à la crise économique de 1929, il n'y avait aucun contrôle réel à la frontière américaine, ni de tentatives de limiter les entrées en Nouvelle-Angleterre.

Quand on étudie l'histoire de la Nouvelle-France jusqu'à la conquête, et même le régime anglais au XIX^e siècle, on ne s'étonne plus d'observer une telle facilité des Québécois à émigrer au-delà du 45^e parallèle américain. Au XVIII^e siècle, c'est tout le continent que les coureurs de bois traversaient, à la recherche de fourrures et de points de traite avec les Amérindiens (Brouillette, 1939). Longtemps avant que le gouvernement des États-Unis n'établisse une pleine souveraineté sur le territoire de la Louisiane intérieure, il y avait déjà une forte présence québécoise dans les Grandes Plaines. Dans une perspective globale, on peut décrire plus de trois cents ans d'histoire québécoise, comme la conséquence d'une émigration continuelle hors des petites paroisses rurales de la vallée du Saint-Laurent. Au moment même où les fermiers du Québec partaient travailler dans les usines de la Nouvelle-Angleterre, d'autres se rendaient aussi loin que Saint-Ignatius et Frenchtown au Montana ou Coeur d'Alène en Idaho, pour tenter de cultiver de nouvelles terres (Frenchtown Historical Society, 1976). Il n'est pas rare d'entendre même parler du Klondike à Woonsocket !

DES PETITES FERMES AUX « FACTERIES »

Un autre aspect très important de l'exode québécois vers le sud concerne le milieu d'extraction des ouvriers franco-américains : la grande majorité d'entre eux venait de régions agricoles reculées et isolées, privées de grands centres urbains ou industriels. Par

rapport aux états du nord-est américain, le Québec en entier peut être considéré comme une partie du tiers-monde sous-développé du XIX^e siècle, sauf pour les villes de Montréal et Québec qui comptaient respectivement 57 000 et 42 000 habitants en 1851, sur un total provincial de 890 000 (Hamelin et Roby, 1971, p. 53-73). Comme un des conteurs de Woonsocket l'a dit : « Ca v'nait au monde dans le bois dans c'temps l'à, ça savait pas lire, ni écrire. C'était comme des sauvages, ça a jamais appris rien ». Souvent les émigrants arrivaient des « colonies » et des « missions » récemment ouvertes à l'agriculture, là où les surplus de production restaient plutôt rares et atteignaient les marchés quand les routes le permettaient, aux bonnes saisons.

Une ferme type, au plus fort de l'émigration à la fin du XIX^e siècle, comptait une centaine d'acres, dont moins du tiers pouvait être mis en culture. L'avoine, l'orge et certains gros légumes à racine servaient de nourriture aux bêtes, tandis que le sarrasin, le blé, les pois et les plantes maraîchères étaient réservés aux habitants. De cinq à huit vaches produisaient du lait, dont la crème entraînait dans la fabrication locale des beurrieres. Jusqu'à deux chevaux pouvaient aussi être gardés pour la traction des instruments agricoles, ou pour le transport des marchandises. On trouvait également quelquefois une dizaine de génisses pour la reproduction du troupeau, peut-être deux ou trois cochons, une douzaine de moutons et plusieurs poules. Quant aux terres de colonisation récente, il faudrait diminuer de moitié ces données pour exprimer leur capacité de production. Déjà à cette époque, un bon nombre de fermiers québécois avaient travaillé à salaire au gré des saisons avant d'émigrer aux États-Unis, soit pour des compagnies de coupe de bois, soit pour l'exploitation des mines. Mais une bonne partie des cultivateurs reçurent dans les « factoreries » et les chantiers américains la première paye de leur vie.

Contrairement à ce que l'idéologie ruralisante du XIX^e siècle prêchait au Québec, le développement historique de la plupart de nos régions agricoles s'est accompagné d'une dépendance des fermiers vis-à-vis du travail industriel à temps partiel. Dans les familles agricoles à première vue conformes à la tradition, l'exploitation surnageait souvent grâce aux revenus d'appoint recueillis par un des membres dans une usine de la Nouvelle-Angleterre. Les moyens d'obtenir des apports de monnaie étrangère et les conditions sociales de leur utilisation ont pu varier grandement d'une période à l'autre, de paroisses en villages (en 1901, 60,33% de la population québécoise était recensée comme rurale, 77,28% en 1851; selon Hamelin et Roby, 1971, p. 53). Au cours des années, des exploitations agricoles entières ont été abandonnées, ou sont restées comme des refuges possibles face au ralentissement de l'économie américaine. Tout l'effort séculaire d'expansion démographique de l'agriculture au Québec, dès la fin du régime seigneurial, en 1854, n'a pas été le fruit d'une vocation particulière de la « race », mais bien une conséquence marginale du développement du capitalisme industriel dans les états de la république voisine. On peut même soutenir que la population rurale du Québec devenait dans ces conditions historiques un réservoir de main-d'oeuvre, capable de se reproduire dans des zones marginales, sans imposer un fardeau économique trop grand au démarrage du système de production capitaliste. L'industrie textile et du cuir en Nouvelle-Angleterre pouvaient ainsi importer, en cas de besoin, une masse de travailleurs dociles et non-spécialisés, depuis les régions périphériques jusqu'aux centres manufacturiers. Comme le montre l'épisode des agents recruteurs parcourant les campagnes québécoises au milieu du XIX^e siècle, afin de vanter les bienfaits de la vie autour des filatures, le Québec était devenu une de leurs principales sources de main-d'oeuvre industrielle. Il existe des témoignages importants de ces déplacements saisonniers jusque dans les archives des paroisses rurales de la vallée du Saint-Laurent. Par exemple, à Saint-Vallier de Bellechasse, dans un rapport financier des années 1890, on mentionnait que la fabrique détenait un

millier de dollars après le règlement annuel de la dîme, le tout en billets de banque américains.

Ainsi, tout au long du XIX^e siècle, par des transferts occasionnels d'argent liquide ou par des départs fréquents vers les États-Unis, les membres émigrés des familles agricoles ont rendu possible le maintien des petites fermes québécoises. Le mouvement vers le sud s'appuyait constamment sur les liens de parenté et les réseaux de connaissances développés dans les paroisses du Haut. Une telle tendance n'appartient pas en propre aux Franco-américains; la plupart des groupes ethniques catholiques aux États-Unis ont privilégié le même mode de regroupement, soit pour former des enclaves dans des ensembles plus grands, soit pour établir des monopoles dans les métiers et les commerces. Là où les Québécois diffèrent de tous, c'est par l'acharnement et la constance avec laquelle ils ont tenu compte, en Nouvelle-Angleterre, des systèmes pré-établis de consanguinité et d'alliance par mariage. À un tel point que longtemps il n'y a pas eu de distinction possible entre les deux versants de la nation québécoise, l'un canadien et l'autre américain.

Souvent, dans la littérature, on décrit des cérémonies nuptiales au coeur des campagnes québécoises, là où la mariée avait sa famille, tandis qu'elle travaillait déjà depuis des années dans une « factorie » de coton. Ou alors on rappelle le souvenir de lunes de miel passées dans quelque village reculé du Québec, même si les conjoints étaient tous deux des émigrants de seconde génération (Archambault, 1943). En parlant de leurs expériences quelque part en Nouvelle-Angleterre, les gens plus âgés vont y souligner l'existence d'un réseau de parenté québécoise plus ancien : un oncle, une soeur ou des cousins. D'autant plus que les émigrés de première date déménageaient souvent avec leur famille étendue, emmenant avec eux leurs enfants non-mariés, parfois même ceux des branches collatérales. Dans une note en bas de page, le père Hamon écrit que : « Dernièrement, le journal local de Manville (Rhode Island) annonçait que la population de la ville avait notablement augmenté depuis vingt-quatre heures : trois familles canadiennes y étaient arrivées avec dix-huit enfants chacune ». (Hamon, 1891, p. 14).

L'ATTRAIT DES USINES TEXTILES

Il faut aussi mentionner un facteur distinctif des Franco-américains, soit leur association très étroite avec toute l'industrie textile en Nouvelle-Angleterre. Une carte des principales communautés francophones de la région révèle qu'elles ont été avant tout, au XIX^e siècle, des centres importants de manufactures de coton et de lainages. Avec l'exception possible de Holyoke, Mass., qui vivait aussi de l'industrie du papier, Woonsocket au Rhode Island, New Bedford, Fall River, Worcester, Lowell et Lawrence au Massachusetts, Manchester au New Hampshire, Lewiston et Biddeford au Maine, prirent leur caractère urbain avec l'établissement des *textile mills*.

Ainsi, à Woonsocket, les Franco-américains se sont attachés au textile pour deux raisons fondamentales. D'abord la production commerciale du tissu et du fil était devenue mécanisée dès le milieu du XIX^e siècle. Déjà, depuis les premières expériences de Slater à Pawtucket, Rhode Island, vers 1790, on avait tenté d'obtenir un procès de travail qui demandait peu de préparation et de spécialisation de la part de l'employé. Et ce, malgré le nombre d'opérations très complexes et très différentes qui entraient dans la fabrication du produit fini. Pour être embauché, un travailleur n'avait pas besoin ni de connaître la langue anglaise, ni de comprendre toute la série de procédés et d'inventions nouvelles utilisés dans la transformation mécanique des fibres brutes. Des masses de coton ou de laine non traitées jusqu'au produit achevé, le système mis au point dans les usines distribuait les ouvriers par machines et par tâches. Il suffisait, pour un individu nouvellement engagé,

d'apprendre un seul mouvement, une seule opération et de la répéter sans arrêt, comme un petit moment détaché du grand processus de production industrielle. Quand les émigrants québécois venaient en Nouvelle-Angleterre, ils trouvaient dans le textile une occupation accessible et simple. Souvent il y avait déjà dans les ateliers des membres de leur propre parenté et toujours des gens de leur nationalité dans les usines.

À la fin du XIX^e siècle, les emplois du textile restaient parmi les moins rémunérés de toute l'industrie manufacturière en Nouvelle-Angleterre, avec des horaires très chargés (soixante heures de travail par semaine avant la première guerre mondiale ne faisaient pas exception) et des conditions de travail difficiles et dangereuses. Les usines contenaient en permanence une atmosphère humide liée à l'emploi de la vapeur utilisée pour propulser les machines et pour empêcher les fils de se rompre lors du tissage. Partout dans les ateliers se dégageait une poussière tenace et des odeurs fortes s'échappaient de la plupart des opérations, tandis qu'il fallait endurer des éclairages insuffisants et subir les mauvais traitements des contremaîtres. Mais surtout, l'industrie textile gardait une mauvaise réputation pour son embauche des femmes à salaire inférieur, pour son emploi de main-d'oeuvre infantile et pour ses politiques anti-syndicales très violentes.

Les Québécois avaient donc été attirés dans le textile par la possibilité de faire travailler les femmes de la famille, les jeunes et aussi les enfants, non parce qu'ils cultivaient un goût particulier pour la discipline mais par nécessité absolue de survie dans leur position économique précaire. Souvent, les émigrants de la première et de la deuxième génération n'auraient pu subsister autrement qu'en accumulant les salaires de tous les membres actifs de la famille. Au début, avant qu'un groupe d'émigrés ne trouve le moyen de s'habituer aux nouvelles conditions de travail, il leur était communément nécessaire de devoir vivre quelques années dans une très grande pauvreté, d'autant plus que des crises économiques se produisaient à intervalles réguliers dans le textile. D'après Omer Tellier de Woonsocket, en 1912, un jeune garçon de quatorze ans qui nettoyait les métiers à filer, rapportait au foyer \$5,40 après soixante heures de travail. Au début des années vingt la même personne gagnait \$32 après quarante-huit heures passées à surveiller de quatre à huit métiers à tisser à la *Social Mill*. Il n'en touchait que \$12 ou \$14 par semaine quelques années plus tard dans une usine de lainages, après le déclin des usines de coton dans la ville.

Selon Roméo Berthiaume, au tournant du siècle un jeune couple gagnait \$7 par semaine à l'*American Optical* à Southbridge, Mass. Une jeune femme dans la même famille élargie recevait \$8 pour tisser de la laine, son beau-père \$6 par semaine comme ouvrier de cour à la même compagnie, tandis que sa jeune soeur touchait \$2,50 sur les écheveaux mécaniques. En tout, cette famille de douze membres accumulait \$60 par semaine, surtout par du travail dans les usines de la *Hamilton Woollen*. Dix ans auparavant, à peu près le même groupe de parenté ne recevait que \$28 de salaires par semaine à Gilbertville, Mass., en travaillant dans les manufactures de coton, puisque seulement cinq personnes s'y trouvaient alors capables d'être embauchées. Les premières années, les familles québécoises émigrées aux États-Unis n'épargnaient aucune occasion d'unir leurs efforts et de partager les opportunités d'emploi entre tous.

À Southbridge, en 1900, les membres de la famille de Roméo Berthiaume pouvaient obtenir bien plus d'argent liquide que sur leur ferme de Saint-Jude dans la vallée du Richelieu, mais ils devaient aussi défrayer le coût de leur loyer et de leur subsistance. D'un bout à l'autre du corridor d'émigration, les conditions sociales variaient beaucoup, mais sous des noms et dans des circonstances économiques différentes le capitalisme exploitait sans relâche une fraction défavorisée de la classe ouvrière, aliénant les individus de la pleine expression de leurs origines culturelles. Ce n'est qu'à la troisième génération

que les Franco-américains ont commencé à accéder aux avantages et aux problèmes moyens du prolétariat américain.

Une deuxième influence majeure a joué pour favoriser l'entrée massive des ouvriers québécois au sein de l'industrie textile : le contexte culturel de l'économie domestique agricole pratiquée depuis la conquête dans la vallée du Saint-Laurent. Dans les campagnes du Québec, jusqu'à la dépression des années trente, plusieurs vêtements et tissus usuels étaient fait à la maison selon les besoins de la famille. Les femmes connaissaient toutes, sans exception, la technique artisanale de la production des textiles. Dans les fermes, on cultivait le lin, on gardait des moutons pour la laine et on savait construire des métiers et des rouets pour le traitement de ces fibres. Tellement que la tradition orale raconte qu'au Québec, durant la période des troubles de 1837-38, on pouvait distinguer un patriote par ses habillements faits à la main. Même la petite bourgeoisie d'alors protestait contre le pouvoir anglais en portant l'étoffe du pays. Au XIX^e siècle, dans l'iconographie populaire, l'habitant apparaît vêtu d'une tuque du pays, d'une chemise de lin et de culottes de laine domestique.

Souvent, en Nouvelle-Angleterre, les femmes québécoises obtenaient les meilleurs salaires comme ouvrières plus spécialisées, puisqu'il n'y avait que peu de différences entre la structure mécanique d'un métier mû à la main au foyer, et un autre mû à la vapeur dans une usine. Seuls changeaient la rapidité de l'exécution et le type de matériel utilisé dans la production. Par exemple la grand-mère maternelle de Roméo Berthiaume pouvait tisser et préparer tous les vêtements communs de son père et de ses trois frères dès l'âge de neuf ans, dès la mort de sa mère qui habitait dans le quatrième rang de Saint-Jude. Roméo Berthiaume lui-même avait participé à une corvée de brayage aussi tard qu'en 1935, sorte de fête saisonnière où l'on brisait et traitait les fibres du lin en réunissant plusieurs familles ensemble, afin de rendre possible le filage sur un rouet. Omer Tellier, de son côté, m'a raconté qu'à Saint-Eugène il avait appris de sa mère les rudiments du tissage sur un métier manuel dès l'âge de dix ou douze ans, pour faire de la catalogne et du butin : « Nos habits venaient de terre. Ils cultivaient nos habits ».

LE CYCLE DE L'USURE

C'est ordinairement l'endettement qui forçait les fermiers québécois à quitter le milieu rural. Ils empruntaient souvent auprès d'usuriers locaux pour acquérir des instruments de production mécaniques, des semences ou des bêtes pour l'élevage. Les cultivateurs qui ne pouvaient rembourser à temps émigraient temporairement dans l'espoir de trouver de l'argent liquide. Par ailleurs la maladie, le manque d'héritiers ou une pénurie de main-d'oeuvre familiale étaient aussi des causes courantes de départ, puisqu'elles faisaient cesser les activités agricoles productrices de surplus. Parfois, on retrouve un manque de capital pour lancer ou poursuivre le travail sur une nouvelle exploitation agricole, comme dans des zones de colonisation par exemple. Souvent les trois facteurs mentionnés plus haut se combinaient pour expulser autant les hommes que les femmes, d'une manière ou d'une autre, dans un contexte économique de stagnation rurale et d'éloignement des marchés urbains. Cette tendance historique d'abandon des fermes, progressif et temporaire, puis permanent, commence vers 1830 avec la crise de production du blé au Québec. Elle se poursuit sans relâche tout au long du XIX^e siècle, avec des accalmies périodiques suivies de poussées de misère et de désespoir.

Une fois rendus en Nouvelle-Angleterre ou quelques fois au Midwest, les fermiers déplacés vont tenter de rattraper leurs pertes en accumulant un petit capital, afin de le réinvestir dans l'exploitation familiale au Québec. Même s'ils subissaient des conditions de vie pénibles aux États-Unis, certains émigrants ont quand même pu retourner dans les

campagnes pour reprendre la culture du sol au point où ils l'avaient laissée, surtout les individus isolés et les familles très nombreuses. Mais l'endettement et l'attachement forcé auprès des magasins de compagnie en Nouvelle-Angleterre, et les méthodes de recrutement à contrat, en ont empêché plusieurs de se constituer un magot, d'autant plus qu'en général les Québécois ne possédaient pas d'avantage particulier au niveau des salaires. D'autres ont vite perdu le goût de l'agriculture : même soixante heures de travail industriel dans une « factorie » sale et humide semblaient plus supportables que l'exploitation d'une terre. Comme l'affirmait Omer Tellier dans une conversation : « C'est pas rien qu'ça : y aimaient l'argent. Tant qu'à vivre sur les terres pis d'être toujours au boutte d'la cenne... Après avoir goûté des habits toutes faites, y étaient pas pressés d's'habiller en habits d'étoffe ».

Plusieurs émigrants réapparaissaient à la ferme paternelle d'année en année, et des familles entières reprenaient la culture dans les campagnes du Québec après un séjour au sud. Mais les billets de banque qu'ils amassaient près des usines de la Nouvelle-Angleterre ne pouvaient servir que de coussin, de mesure temporaire jusqu'à ce que la faillite et la pauvreté les délogent des régions rurales. Inexorablement, sous le coup de pressions historiques, prenait forme un prolétariat dont les Québécois constituaient une large part. Dans les villes industrielles se levait une seconde génération d'émigrés qui s'adaptait aux conditions de travail dans les manufactures : pour eux, l'agriculture représentait une forme d'aliénation bien pire que celle des manufactures.

L'ÉNIGME DE L'ASSIMILATION

Le déclin et la fin de l'industrie cotonnière en Nouvelle-Angleterre datent des années vingt. Quand la crise s'est installée dans le nord-est américain, plusieurs grosses usines de textile ont fermé leurs portes. D'autres branches de l'économie ont connu des difficultés financières majeures, dont l'industrie du caoutchouc et de la construction. Comme la société franco-américaine reposait seulement sur des institutions religieuses et locales pour exprimer et formuler ses opinions politiques, elle n'a pas pu prévoir la disparition des « factories » et de leur organisation de production (Benoit, 1935). Quand les compagnies manufacturières se sont effondrées, les Franco-américains ont commencé à se disperser pour trouver les salaires qui n'étaient plus disponibles au coin de la rue, à tout le moins dans leur paroisse de résidence. On peut comprendre le drame de telles situations dans des petits villages dominés par une ou deux compagnies, comme Albion et Mohegan au Rhode Island ou Greenville au New Hampshire. Une fois les entreprises paternalistes disparues, tous les services communautaires et sociaux qu'elles entretenaient se sont aussi envolés, au grand détriment des ouvriers. De plus ces compagnies maintenaient la cohésion et l'unité des groupes ethniques en les gardant dans des logements connexes, en employant des commis bilingues dans leurs magasins, en organisant une série de petites activités de divertissement pour les travailleurs. Dans de telles conditions, la langue des Québécois se transmettait mieux, et leur conscience nationale servait les intérêts des industriels en assurant la docilité des familles ouvrières (Archambault, 1943).

Même dans une ville comme Woonsocket, jusqu'aux années vingt, il existait un certain sentiment d'appartenir à un quartier d'abord, à une paroisse avant tout. Dans les « Petits Canadas », près des usines, les ouvriers n'étaient qu'à quelques minutes de marche du début d'une nouvelle journée. L'un après l'autre, des personnages très influents ont plié le développement de Woonsocket à leurs exigences, aux besoins des industries qu'ils contrôlaient. Ils ont doté des rues entières de maisons pour les ouvriers, concevant l'emplacement et l'allure de ces villages comme autant de parties intégrales de leurs usines. C'est le cas, au milieu du XIX^e siècle, d'Edward Harris, manufacturier de lainages et

de la famille Ballou. Ils sont plus tard remplacés par Joseph Banigan, le roi du caoutchouc, puis par les intérêts des Tiberghien et des Lepoutre au tournant du siècle.

Après l'épisode de la *Sentinelle*³ et ensuite à la deuxième guerre mondiale, les Franco-américains se sont assimilés lentement au milieu ambiant, au fil des grands bouleversements économiques qu'a subi la Nouvelle-Angleterre. Par exemple, depuis les années soixante, environ la moitié des travailleurs de Woonsocket gagnent leurs salaires en-dehors de la ville, quelquefois à plusieurs dizaines de km de leur résidence, chose inconnue auparavant. Aujourd'hui, l'usage du français à Woonsocket a presque disparu. Il ne reste courant qu'autour des habitations à loyer modique pour retraités, là où les plus âgés se rencontrent encore pour converser. Toute la culture et la conscience francophone s'est repliée dans l'intimité des réunions familiales, dans les activités religieuses et sociales où il y a suffisamment d'anciens pour les soutenir.

CONCLUSION

Y a-t-il déjà eu, sous une forme autonome un mode d'expression franco-américain, une nation française d'En Bas distincte de celle d'En Haut ? Dès qu'elle a cessé d'être d'inspiration québécoise, la vie française de la Nouvelle-Angleterre a commencé à s'effacer. Certes, il y a des personnes historiques qui ont cristallisé pour un temps le conflit et l'héritage de la Franco-américanie, son sens propre du développement de l'histoire : Elphège Daignault et Albert Foisy par exemple pendant la *Sentinelle*. Mais peut-être n'ont-ils finalement rendu qu'un des aspects du nationalisme québécois en Amérique du Nord, une manière de réponse au poids et aux misères du travail industriel, tels que ressentis par un Québec déplacé. En dernière analyse, la Franco-américanie c'est aussi une tentative de liquider ce fameux XIX^e siècle québécois, de sortir de l'impasse agraire et rurale. Après tout, comme l'a écrit soeur Therriault dans sa critique de Louis Dantin et d'Henri d'Arles, c'est bien le Québec qui s'est emparé de leurs oeuvres pour ses propres anthologies (Therriault, 1946).

Maintenant que le fait français achève d'être assimilé en Nouvelle-Angleterre, il faut espérer que tout un siècle de distances prises envers le Québec commencera à porter fruit. On doit s'attendre, dans le contexte d'une identité régionale propre, à une genèse culturelle chez les Franco-américains, à une prise de conscience de la différence et à une tentative de la définir. La Franco-américanie en est rendue à une ligne de partage des eaux : ou elle n'aura bientôt plus que le Québec pour y puiser de manière abstraite et historique, ou va se former une génération d'En Bas capable de dégager une continuité nouvelle pour elle-même (Chassé, 1977).

NOTES

¹ Nous utiliserons le concept de nation dans son sens léniniste d'une différence concrète et historique, au niveau de la langue d'usage et des traditions culturelles entre différents segments d'une même classe ouvrière, entre factions opposées de la bourgeoisie (Lénine, 1959).

² J'ai fait un séjour de 9 mois dans cette ville en 1977-78, afin d'y préparer ma thèse de doctorat.

³ La crise Sentinelliste (1924-1929), fut avant tout une lutte de nature idéologique propre au contexte du catholicisme américain. Tout son sens se dégage à la lumière d'une opposition farouche entre diverses factions de la petite bourgeoisie francophone en Nouvelle-Angleterre, au sujet de l'existence anticipée de la nation franco-américaine. Pour aborder cette question couverte d'ambiguïtés et de malentendus, il faut plonger dans l'étude des documents historiques d'origine, lesquels sont en grande partie détruits ou rendus inaccessibles.

BIBLIOGRAPHIE

- Anonyme (1892) Editorial dans le *New York Times*. 6 juin, p. 4.
- ABRAMSON, Harold J. (1973) *Ethnic Diversity in Catholic America*. New York, Wiley, 207 p.
- ARCHAMBAULT, Albéric A. (1943) *Mill Village, a Novel*, Boston, Bruce Humphries, 191 p.
- BÉLANGER, Albert A., éd. (1916) *Guide franco-américain des États de la Nouvelle-Angleterre, 1916*. Fall River, Mass, 828 p.
- BÉLANGER, Albert A., éd. (1931) *Guide officiel des Franco-américains, 1931*. Auburn, R. I., 638 p.
- BELISLE, Alexandre (1911) *Histoire de la presse franco-américaine*. Worcester, Mass., l'Opinion Publique, 434 p.
- BELLERIVE, Georges, éd. (1908) *Orateurs canadiens-français aux États-Unis, conférences et discours*. Québec, H. Chassé, 230p.
- BENOÎT, Josaphat (1935) *L'Ame franco-américaine*. Montréal, Lévesque, 245 p.
- BOURASSA, Henri (1929) *L'Affaire de Providence et la crise religieuse en Nouvelle-Angleterre*. Montréal, Le Devoir, 22 p.
- BOURBONNIÈRE, Avila, éd. (1887) *Guide français de la Nouvelle-Angleterre*. Lowell, Mass. Société de publications françaises des États-Unis, 320 p.
- BROUILLETTE, Benoît (1939) *La pénétration du continent américain par les Canadiens-français, 1763-1846*. Montréal, Granger, 242 p.
- BUIES, Arthur (1880) *Le Saguenay et la vallée du Lac Saint-Jean, étude historique, géographique, industrielle et agricole*. Québec, A. Côté, 339 p.
- CHASSÉ, Paul-P. (1977) La fossilisation du Franco-américain de la Nouvelle-Angleterre. *Le Travailleur*, XXXVII, 12.
- DRAPEAU, Stanislas (1863) *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada depuis 10 ans, 1851-1861*. Québec, Léger Brousseau, 593 p.
- FRENCHTOWN HISTORICAL SOCIETY (1976) *Frenchtown Valley Footprints*. Missoula, Montana, Moutain Press Printing, 173 p.
- GARNEAU, François-Xavier (1859) *Histoire du Canada*. Québec, P. Lamoureux, 3V.
- GROULX, Lionel (1950) *Histoire du Canada français depuis la découverte*. Montréal, Fides, 4 V.
- HAMELIN, Jean, et ROBY, Yves (1971) *Histoire économique du Québec 1851-1896*. Montréal, Fides, 436 p.
- HAMON, Edmond (1891) *Les Canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre*. Québec, N.S. Hardy, 483 p.
- LAVOIE, Yolande (1972) *L'Émigration des Canadiens aux États-Unis avant 1930, mesure du phénomène*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 87 p.
- LÉNINE, V.I. (1959) « Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes ». in *Oeuvres*, Paris, Éditions Sociales, Tome 20, p. 415-481.
- MAGNAN, Denis-Michel-Aristide (1913) *Histoire de la race française aux États-Unis*. Paris, Charles Amat, 386 p.
- MAN, Thomas (1835) *A Picture of Woonsocket*. Providence, R.I., Printed for the Author, 108 p.
- NEWMAN, Sylvanus Chace (1846) *A Numbering of the Inhabitants, together with Statistical and other Information Relative to Woonsocket, R.I.* Woonsocket R.I., S.S. Foss, 55 p.
- RUMILLY, Robert (1958) *Histoire des Franco-américains*. Montréal, L'auteur, sous les auspices de l'Union Saint-Jean-Baptiste d'Amérique, 552 p.
- SMYTH, Egbert C. (1892) The French-Canadians in New England. *Proceedings of the American Antiquarian Society*, (Worcester Mass.), VII : 316-336.
- SORRELL, Richard S. (1976) *The Sentinelle Affair (1924-29) and Militant Survivance: the Franco-American Experience in Woonsocket, R.I.* Ann Arbor, Michigan, Xerox U. Microfilms.
- TERRIAULT, Mary-Carmel (1946) *La littérature française de Nouvelle-Angleterre*. Montréal, Fides; Québec, les Publications de l'Université Laval, 324 p.
- VICERO, Ralph Dominic (1970) *Immigration of French-Canadians to New England 1840-1900; a Geographical Analysis*. Ann Arbor, Michigan, Xerox U. Microfilms, 449 p.
- VICERO, Ralph Dominic (1971) Sources statistiques pour l'étude de l'immigration et du peuplement canadien-français en Nouvelle-Angleterre au cours du XIX^e siècle. *Recherches sociographiques*, XII (3) : 361-377.
- WESSEL, Bessie B. (1931) *An Ethnic Survey of Woonsocket, Rhode Island*. Chicago, University of Chicago Press, 290 p.
- WORKERS OF THE FEDERAL WRITERS' PROJECT (1937) *Rhode Island, a Guide to the Smallest State*. Boston, Houghton Mifflin, 500 p.